

Tome V du Dictionnaire des Parlementaires français

(Notices biographiques sur les Ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940)

publié sous le

patronage

M. Gaston

Donnerville

Président du

Sénat et

M. Jacques

Labrousse

Président de

l'Assemblée

Nationale

Page

donnée par

l'Académie

Sciences

morales et

politiques.

GIR

— 1838 —

GIR

à M. Bazin : au second tour, sur 15.589 votants, 5.410, contre 6.117 à Bazin.

Raoul Girard était décoré de la Croix de guerre.

X **GIRARD** (Théodore), né le 14 janvier 1851 à Montils (Charente-Inférieure), mort le 13 octobre 1918 à Paris.

Sénateur des Deux-Sèvres de 1895 à 1918.

Ministre de la Justice
du 3 novembre 1910 au 27 février 1911.

C'est après de solides études juridiques que Théodore Girard devint avoué, puis juge suppléant au tribunal civil de Melle. S'intéressant rapidement aux affaires de la cité, il fut élu en 1878 conseiller municipal et adjoint au maire, puis, en 1884, maire de Melle.

Après le décès de Jean Macé, sénateur inamovible, il se présenta à l'élection partielle du 24 février 1895 et fut élu au premier tour, sous l'étiquette de républicain, par 513 voix sur 776 votants. Il fut constamment réélu par la suite, toujours au premier tour : le 28 janvier 1900 par 479 voix sur 793 votants et le 3 janvier 1909 par 629 voix sur 763 votants.

Dès le début de son mandat, il prit très souvent la parole sur les questions qui l'intéressaient plus particulièrement : la réforme de l'impôt sur les boissons ; l'interdiction des coalitions dans les exploitations de l'Etat et des chemins de fer, etc... Il fut très écouté, en raison de sa formation juridique, chaque fois qu'il prit part aux discussions de cet ordre. Ses interventions nombreuses en la matière, « toujours bien placées », enlevaient presque à coup sûr le vote de ses collègues.

Nommé secrétaire du Sénat en 1902, il resta à ce poste jusqu'en 1905.

En novembre 1910, Briand le fit entrer dans son cabinet en qualité de garde des Sceaux. Il démissionna de ce poste le 2 mars 1911.

Ses interventions, en tant que ministre, furent brèves. Il défendit le budget de 1911 de son ministère et annonça le dépôt du projet de loi tendant à réprimer plus efficacement l'avortement.

Après son court passage place Vendôme, il réintégra le Sénat où il continua de prendre une grande part à tous les problèmes juridiques et sociaux.

Théodore Girard consacra près du quart de sa carrière parlementaire aux fonctions de questeur qu'il assumait en 1908, 1909 et de 1914 à 1918, et qu'il se plaisait tout particulièrement à remplir.

Il mourut à Paris, le 13 octobre 1918, à la suite d'un accident d'automobile. Il avait 67 ans.

Chignin (Savoie), mort le 5 octobre 1929 à Chambéry (Savoie).

Député de la Savoie de 1914 à 1919.

Jean-Claude Girard-Madoux, fils d'un viticulteur aisé qui fut maire de Chignin, fit avec succès ses études de droit à l'université de Grenoble et remporta, en 1901, le premier prix au concours d'éloquence de la faculté.

Inscrit au barreau de Chambéry le 24 octobre 1904, il eut un cabinet d'avocat particulièrement fréquenté et fut élu bâtonnier.

Elu maire de Chignin le 4 décembre 1907, il fut toujours réélu dans cette fonction qu'il conserva jusqu'à son décès en 1929.

En 1910, il devint conseiller général du canton agricole de Montmélian. Son activité au sein de l'assemblée départementale fut importante ; il s'intéressa notamment à la défense des planteurs de tabac de son canton et devint président de la commission départementale.

Adhérant au programme du parti radical-socialiste, il fut élu député de Chambéry le 26 avril 1914 par 8.052 voix contre 7.340 voix à M. Delachenal, député sortant, sur 15.545 votants.

Adjudant de réserve, il fut promu sous-lieutenant au 97^e R.I. en mars 1915 ; il combattit lors du premier conflit mondial et fut fait chevalier de la Légion d'honneur.

A la Chambre des députés, où il s'inscrivit au groupe du parti républicain radical et radical-socialiste il fut membre de la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, de la commission de réparation des dommages de guerre, de la commission du commerce et de l'industrie et de la commission de l'armée.

Indépendamment de sa sollicitude naturelle pour la région qu'il représentait, il semble s'être plus spécialement intéressé aux questions de défense nationale et notamment en ce qui concerne l'exportation frauduleuse des produits nécessaires, de l'emploi de la main-d'œuvre, des exemptions, etc...

En 1919, il ne sollicita pas le renouvellement de son mandat. Administrateur de la Caisse régionale de crédit agricole, il continua à s'intéresser aux questions agricoles et devint président de la Chambre d'agriculture de la Savoie.

Il mourut le 5 octobre 1929 d'une hémorragie cérébrale consécutive à un excès de travail.

GIRARDIN (Auguste, Léon), né le 3 février 1850 à Rochefort-sur-Mer (Charente), mort le 27 octobre 1915 à l'Isle-d'Espagnac